



NOTE DE SYNTHÈSE

POUR LA

CONFÉRENCE ÉCONOMIQUE AFRICAINE 2013

“L’INTÉGRATION RÉGIONALE EN AFRIQUE”

28-30 octobre 2013

JOHANNESBOURG, AFRIQUE DU SUD



Groupe de la Banque africaine de
développement



Commission économique pour l'Afrique
des Nations unies



Programme des Nations unies pour le
développement

1. Introduction

1.1 Depuis leur accession à l'indépendance, il y a plus de 50 ans, les pays africains ont l'intégration régionale pour objectif. Depuis lors, de nombreux arguments ont été avancés en faveur de l'accélération du processus d'intégration, tant de la part des dirigeants politiques et d'économistes au sein des gouvernements et du secteur privé, que de chercheurs d'universités et de centres de recherche. Il est communément admis que l'intégration profiterait, aux plans politique et économique, à l'Afrique sur l'échiquier mondial.

1.2 Les pays africains ont tenté de renforcer les communautés économiques régionales, en rationalisant leurs mandats, voire en concrétisant dans certaines régions une union politique plus étroite. Des plates-formes pour une éventuelle union monétaire ont été mises en place en Afrique de l'Est et de l'Ouest. Surtout, l'Organisation de l'unité africaine – , l'organe politique qui chapeaute l'Afrique –, l'Organisation de l'unité africaine est devenue l'Union africaine. En dépit de ces efforts, l'objectif d'une Afrique économiquement intégrée est encore loin d'être atteint. La Conférence économique africaine prévue en 2013, organisée conjointement par la **Banque africaine de développement**, la **Commission économique pour l'Afrique** et le **Programme des Nations unies pour le développement – à l'instar des précédentes éditions** –, aura pour mission de répondre à ces défis et d'esquisser des solutions.

2. Enjeux et opportunités de l'intégration régionale en Afrique

2.1 Avec 54 pays – dont plusieurs sont enclavés¹ –, qui se disputent tous les mêmes marchés extérieurs et qui tentent de surmonter les mêmes problèmes d'infrastructure, l'idée qui prévaut est, qu'en dépit de récents progrès, l'Afrique reste morcelée, politiquement et économiquement fragmentée. Sans intégration économique, l'Afrique ne sera pas en mesure de développer des économies d'échelle dans sa production, ni de profiter de la demande de grands marchés qui a, par exemple, stimulé et soutenu la croissance dans certains pays d'Asie. Si ce morcellement n'est pas pris en compte, il continuera d'entraver le développement du continent.

2.2 Toutefois, en dépit de nombreux débats et de changements d'orientation politique, ce que doivent faire concrètement les pays africains pour activer le processus n'est pas encore

¹ Les 14 pays enclavés en Afrique sont les suivants : Burkina Faso, Burundi, Lesotho, Malawi, Mali, Niger, Ouganda, Rwanda, République centrafricaine, Sud-Soudan, Swaziland, Tchad, Zambie et Zimbabwe.

tout à fait clair. S'emparer des questions des goulets d'étranglement en termes d'infrastructures et des contraintes institutionnelles et réglementaires – par le biais, par exemple, de partenariats public-privé –, serait un bon point de départ. Promouvoir la libre circulation des marchandises, des services, du travail et du capital est essentiel pour l'intégration économique régionale, ainsi que pour l'inclusion spatiale au sein même des pays.

2.3 Au cours de la dernière décennie, les économies africaines ont affiché des taux de croissance élevés, de près de 6 % en moyenne, des taux parmi les plus élevés au monde, selon les principales institutions. L'essor des ressources naturelles et les nouvelles découvertes de pétrole et de gaz dans de nombreux pays d'Afrique ont été un facteur clé. Toutefois, le redressement de l'économie n'aurait pas été possible sans changements politiques et structurels au sein même du continent africain. Les réformes macroéconomiques ont permis d'ouvrir les économies, d'améliorer la performance, d'accroître les investissements et de faire baisser l'inflation. Surtout, les risques macroéconomiques associés aux économies africaines ont été considérablement réduits et les pays ont pu, ces dernières années, recourir aux marchés. Ainsi, une large part des emprunts récents sur les marchés internationaux a ciblé les infrastructures, dans le but d'ouvrir les marchés, d'augmenter la production d'énergie et d'accroître la compétitivité. Cela entraîne des répercussions économiques au-delà des frontières de chacun des pays, et les aide à avoir un autre regard sur les avantages de l'intégration économique régionale.

2.4 De façon générale ces 50 dernières années, les monocultures des économies africaines ont démontré que l'accent avait été mis sur le commerce extérieur de l'Afrique – c'est-à-dire sur la recherche de devises étrangères. En conséquence, les pays africains ont davantage échangé avec leurs anciennes colonies qu'avec leurs propres voisins. Aujourd'hui, les choses ont considérablement changé dans certaines parties du continent. En Afrique de l'Est, par exemple, le commerce régional a une plus grande part, dans le total des échanges de certains pays, que l'Europe et l'Asie. L'intensification des liens commerciaux est donc en train de modifier l'image de l'intégration. L'intégration régionale est désormais davantage poussée par le secteur privé et la société civile, qui y voient les avantages en termes de coût et de compétitivité, plutôt que par les gouvernements. Construire des circonscriptions nationales est important pour l'intégration régionale.

3. La Conférence économique africaine 2013

3.1 La *Conférence économique africaine 2013* sur **l'intégration régionale** est donc une occasion unique, offerte aux chercheurs, décideurs et praticiens du développement d'Afrique et d'ailleurs, pour débattre de l'intégration régionale, du point de vue de son impact sur la croissance et le développement, et de l'économie politique qui anime le processus d'adaptation. Au regard de la transformation économique que vise l'Afrique, le moment est venu d'étudier la contribution de l'intégration économique régionale en fonction des conditions économiques qui ont beaucoup changé en Afrique avec, désormais, une classe moyenne en expansion et des flux d'investissements plus élevés que dans le passé, outre les transferts de fonds de la diaspora. L'impact de ces facteurs nouveaux sur la demande intérieure, le commerce, la création d'emplois et, plus généralement, la croissance inclusive, doivent être mis davantage en perspective.

3.2 La *Conférence économique africaine* est aujourd'hui le premier forum de discussion sur les sujets brûlants de l'Afrique. Sa huitième édition, la Conférence 2013, se tiendra à Johannesburg, en Afrique du Sud, du 28 au 30 octobre 2013.

4. Objectifs et motivations

4.1 Les *Conférences économiques africaines* ont pour principaux objectifs :

- Promouvoir la gestion des connaissances comme un moteur important du dialogue politique, de la bonne planification des politiques et de leur mise en œuvre ;
- Favoriser le dialogue qui encourage l'échange des idées et des pensées innovantes, entre chercheurs, praticiens du développement et décideurs africains ;
- Encourager et renforcer la recherche sur les questions économiques et politiques liées au développement des économies africaines ;
- Offrir l'opportunité, pour les jeunes chercheurs africains, les Africains de la diaspora et les organisations sous-régionales et régionales, de diffuser leurs résultats de recherche et de partager des informations avec les décideurs africains, sur les travaux qu'ils mènent dans la région.

Depuis sa création, en 2006, la Conférence économique africaine a réuni des universitaires d'exception et des praticiens du développement versés dans l'économie. Elle favorise le dialogue et l'échange de connaissances sur les enjeux de l'Afrique, dans un contexte mondialisé (voir encadré 1).

Encadré 1 : Thèmes de la Conférence économique africaine depuis son inauguration en 2006

- AEC 2006 — *Accélérer le développement de l’Afrique cinq ans après le début du XXI^e siècle*
- AEC 2007 — *Opportunités et enjeux du développement de l’Afrique dans l’arène mondiale*
- AEC 2008 — *Mondialisation, institutions et développement économique de l’Afrique*
- AEC 2009 — *Encourager le développement en période de crises économique et financière*
- AEC 2010 — *Etablir un plan d’action pour la relance et la croissance à long terme de l’Afrique*
- AEC 2011 — *Economie verte et transformation structurelle en Afrique*
- AEC 2012 — *Développement inclusif et durable à l’ère de l’incertitude économique mondiale*

5. Format de la Conférence économique africaine 2013

5.1 Organisée sur le thème “**Intégration régionale en Afrique**”, la Conférence 2013 sera fondée sur quatre piliers de l’intégration : la circulation des biens et des services ; la circulation des capitaux ; la circulation des personnes ; et le rôle et l’impact des institutions régionales. La Conférence comptera un certain nombre de séances plénières, qui incluront les présentations et les discussions d’universitaires éminents, de décideurs, d’acteurs économiques et de leaders d’opinion, ainsi que de représentants d’organisations de développement partenaires.

5.2 Des sessions en petits groupes permettront des discussions approfondies sur certains points saillants découlant du thème de la conférence, ouvrant ainsi sur des analyses plus spécifiques et plus techniques. Grâce aux thèmes proposés ci-dessous, il sera possible de procéder à un large éventail de discussions sur l’état actuel de l’intégration de l’Afrique, et de générer des idées précieuses pour l’amélioration des politiques.

Seront abordées les 10 thématiques suivantes :

- L’économie politique de l’intégration économique régionale en Afrique.
- Intégration institutionnelle, coordination des politiques et convergence.
- Infrastructures et intégration économique régionale en Afrique.
- Le rôle du “secteur informel” dans l’intégration régionale.
- Intégration financière et centres financiers émergents.
- L’économie de l’agglomération / la production transfrontalière.
- Les enjeux du commerce et des unions monétaires en Afrique.

- La géographie économique de l’Afrique et l’intégration régionale.
- Intégration sociale, questions de genre et migration du travail.
- Exemples comparatifs provenant d’autres régions du monde.

5.3 Les articles acceptés doivent être des travaux originaux qui n’ont pas déjà fait l’objet d’une publication. Les jeunes chercheurs africains sont particulièrement encouragés à soumettre leurs papiers. Cela leur sera l’opportunité de faire connaître leur travail à un plus large public, en vue d’étendre leur réseau, ce qui est essentiel pour leur carrière future. Comme en 2012, un prix sera décerné à l’auteur de la meilleure communication présentée à la Conférence, sélectionnée par un jury de choix. Le prix sera remis lors de la cérémonie de clôture.

6. Soumission des articles et échéances

6.1 Les auteurs doivent soumettre des documents complets, en respectant les instructions figurant sur le site : www.afdb.org/aec

6.2 Les dates importantes qui suivent permettent d’éclairer les participants et experts qui soumettent leurs articles à la Conférence :

Encadré 2 : Echancier détaillé

- | | |
|-------------------------------------|--------------------|
| • Début des soumissions en ligne | 24 juin 2013 |
| • Date de fin des soumissions | 30 août 2013 |
| • Notification d’acceptation finale | 18 septembre 2013 |
| • Soumission des manuscrits révisés | 11 octobre 2013 |
| • Clôture des réservations de vols | 18 octobre 2013 |
| • Dates de la Conférence | 28-30 octobre 2013 |

6.3 Les papiers seront étudiés, de façon anonyme, par une structure indépendante. L’objectif est de présenter des papiers de grande qualité à la Conférence. Les jeunes chercheurs sont vivement incités à soumettre des articles.

7. Résultats escomptés

7.1 La Conférence se dénouera avec :

- *Le Rapport de la Conférence* – Un résumé des résultats et des messages-clés issus des articles et des discours de la Conférence, qui souligne la pertinence politique ou opérationnelle de la Conférence.
- *Les actes de la Conférence* – Les actes comprennent un numéro spécial de la *Revue africaine de développement*, contenant les articles les plus novateurs en termes de pertinence politique et opérationnelle, ainsi que les actes en ligne qui reprennent les articles présentés à la Conférence. Ces publications trouvent une application utile dans l'élaboration des politiques et aident ainsi à définir les priorités du développement.

8. Financement

Lorsqu'ils soumettent un article complet, les auteurs sont invités à préciser s'ils ont besoin d'un soutien financier pour couvrir les frais associés à leur participation à la Conférence (voyage, hébergement et indemnité journalière). Un seul auteur par article accepté pour présentation pourra bénéficier du financement. Le soutien financier est réservé aux membres et jeunes chercheurs des instituts africains.